Confluences 81

Réflexions, luttes, alternatives
d'ici et d'ailleurs

N° 180 - 30ème année
Juin 2026
3€

Très bon ...



Dessin original de N'Marc

... Anniversaire !

Blog : http://confluences81.fr/

SOMMAIRE

Edito :
RENDEZ-VOUS EN 2056
Page 3

Dans le Tarn :
Le relais de Montans menacé de fermeture
Page 5

Dossier :
En route pour 2056
Pages 9, 10, 11, 12

antifacisme :
La techno-facisme, Késako ?
page 6

Politique:
A69 un modèle à bout de souffle
page 13

Moi, le peuple :
Moi le peuple
page 16 & 17

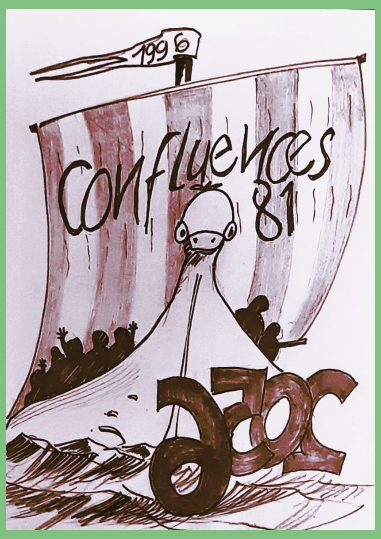
Féminismes :
LALLA FADHMA N'SOUMER
(1830-1863)
page 20

Boîte aux lettres

Confluences 81 laisse la place à ses dessinateurs



Dessin de KAalié



Dessin d'Alain Guillemot.



Confluences 81

Points de vente au numéro :

- Café ***Plùm***, à Lautrec

- LEmbuscade Torchons et serviettes à Lautrec

- librairie ***l'Hibernie*** à Carmaux

La Rédaction

Contacts avec ***Confluences 81*** :
- directement par courrier électronique :
CONTACT@CONFLUENCES81.FR
-par courrier postal à :
Confluences 81
Maison des Associations et des syndicats,
1 place du 1er mai - 81100 CASTRES

-Le blog de Confluences 81:
https://confluences81.fr
-Envoi postal d'articles & dessins,photos :
Martinez Françoise
2 chemin de la borie basse
81390 BRIATEXTE



Comment savoir si mon abonnement a pris fin ?

Sur l'enveloppe d'envoi figure une **étiquette** avec votre nom et votre adresse. Juste au dessus de ceux-ci, figure aussi **le numéro** qui correspond à la fin de votre abonnement. Faute d'abonnement renouvelé, le numéro suivant de ***Confluences*** ne vous sera pas envoyé ...

Abonnement à *Confluences 81* : 6 numéros pour 15 € (8€ tarif réduit).
Chèque à l'ordre de «Confluences 81»
à envoyer : 352 chemin de la Grasse 81440 LAUTREC
accompagné du coupon ci dessous

✂----------

Nom .....

Prénom.....

Adresse.....

C.P. .....Ville.....

téléphone .....E-mail.....

Adhérent-e à l'Association ? Le souhaitez-vous ? OUI ..... NON .....

L'abonnement à ***Confluences 81*** vous fait membre de l'association sans supplément de cotisation, sauf si vous répondez NON ci-dessus

VERSION «PAPIER» ? OU VERSION «INTERNET» ?

Confluences 81

Bulletin bimestriel «Ouvert»

Edition : Confluences 81 -
9 Chemin du Ritou 81100 Castres

Impression sur papier recyclé :
ESAT Chantecler - 8 Rue Henri Le Chatelier 81100 Castres

Directeur de la publication :
Rémi Fritzen

Rédactrice en chef :
Françoise Martinez

Ont participé à la rédaction :
Albertine et Bonaventure, Jérome Carayol, Karen Erodi, Jean Fauché, JB Horsot, Patrice Kappel, Nathalie Kosin, Anne L, Patrick Maurières, Claude et Yvette Rossignol, Candida Rouet, Mato Viko.

Dessins originaux :
Alain Guillemot, Kalié, N'Marc , SMILY.

Photos & illustrations :
Confluences 81,Patrick Maurieres, Claude et Yvette Rossignol

Mise en page :
Françoise Martinez

n° ISSN : 1769-8472
Dépôt légal : Juin 2026
Tirage 160 ex.
CPPAP : 1025 P 11464

❤ COUP DE C(H)OEUR ❤

Bon anniversaire

À 5 dans la cuisine, face à l'évier face à la mer
Week-end en Bretagne, c'est mon anniversaire
Où sont les assiettes ? Où sont les couverts ?
Elles sentent pas un peu bizarre les praires ?
Encore 2 bourriches d'huîtres à ouvrir
Ce qui nous fait 72 bonnes raisons d'avoir des points de suture
Les filles sont dans le salon, parce qu'écailleur c'est masculin
Où sont les féministes quand il s'agit de s'ouvrir les mains ?

Refrain :
Bon anniversaire petit trentenaire
Et le temps passe, d'hier en demain,
ça me tragique, ça me cruel mais j'y peux rien
Même les pompiers, au regard si franc,
sur un calendrier, n'ont rien de rassurant

Voilà c'est fait j'les ai soufflées, ces putains de bougies
Je suis pas amer, j'ai juste les nerfs, j'ai pas dormi
Comme vous avez tous annexé les jolies chambres d'amis
J'ai somnolé 2 heures façon trappeur sur le tapis
C'est parti pour la balade sur la plage, le sable dans les chaussures
Ça me gêne, ça me démange
J'ai mis 4 pulls pourtant j'ai froid, en plus il bruine
Et j'ai mal au ventre, c'est officiel les praires elles étaient pas cleans
-Au refrain
On entame l'éternel foot tout bidon
Avec les poteaux de but en blousons
On va discuter le score, en crachant nos poumons
Et jurer de s'arrêter de fumer pour de bon
J'ai besoin d'être seul, je marche face à l'océan
Pour faire le point au contact des éléments
Mais tout ce que j'en conclus, je dois pas être un poète
C'est que ça doit être chiant, très chiant d'être une mouette
-Au refrain
Il était un foie
Deux reins
Trois fois rien
Qui prenait sa tête dans ses mains
Minuscule Terrien
Ou pas grand-chose

Bénabar

Editorial

1936 : UNE PROMESSE INACHEVÉE

En 1936, des millions de travailleurs ne se sont pas contentés de voter. Ils ont occupé leurs usines et imposé une idée simple : l'économie devait servir la société, et non l'inverse. Les congés payés, les conventions collectives ou la réduction du temps de travail n'ont pas été accordés d'en haut. Ils ont été conquis. Derrière ces avancées se trouvait une formidable énergie populaire et une conviction : lorsque des citoyens s'organisent et agissent ensemble, ils peuvent changer le cours des choses. Quatre-vingt-dix ans plus tard, ce n'est pas seulement le résultat que nous célébrons. C'est la méthode. Car les défis ont changé. Aux inégalités persistantes s'ajoutent la concentration des pouvoirs économiques, l'affaiblissement démocratique et la crise écologique. Plus que jamais, la question est celle du pouvoir d'agir des citoyens sur leur travail, leur commune, leur cadre de vie, les ressources naturelles et les biens communs. L'héritage de 1936 nous invite à nostalgie. Il le travail. La poursuivre conquête sociale sera aussi démocratique et écologique. Elle passera par davantage de participation citoyenne, de coopération, de contrôle démocratique et de responsabilité envers le vivant. Depuis trente ans, Confluences 81 tente modestement de contribuer à cette réflexion en faisant dialoguer expériences, luttes, initiatives citoyennes et alternatives concrètes. Un anniversaire n'est pas seulement un regard vers le passé, mais aussi une responsabilité envers l'avenir. Les femmes et les hommes de 1936 ne savaient pas ce que serait 2026. Pourtant, ils nous ont légué davantage que des droits sociaux : ils nous ont transmis une confiance dans l'action collective. À notre tour, nous ignorons ce que sera 2056. Mais nous savons ceci : nous ne sommes pas seulement les héritiers de 1936. Nous sommes aussi les ancêtres de 2056. La promesse de 1936 n'appartient pas au passé. Elle attend toujours son accomplissement.



A nous !

Pylônes, ondes, etc... à Castres aussi !



La 5 G, on en parle ?

Elle affecte :

-notre santé : irradiations, perturbation de l'activité du cerveau, apparition de maladies auto-immunes neuro-dégénératives, ...

-notre environnement : pollution visuelle, dégradation de l'écosystème, pillage de l'environnement (métaux rares entre autres), ...

-notre société : surveillance accrue, transformation du citoyen en cobaye, bascule vers le tout connecté, ...

-notre économie : mise en place d'un marché privé de réseaux, explosion des consommations d'énergie électrique, obsolescence programmée,...

A Castres, il y aurait au moins une quarantaine d'antennes 5 G déployées – très discrètement - sur des toits ou sur des pylônes spécialement érigés à cet effet. Le Collectif Stop Linky et 5 G 81 a informé par voie de tracts les riverains de l'Agout à Bisséous et Aillot, autour de l'Albinque et le long de l'Avenue L. Couderc. Une première action collective a abouti au retrait d'un projet privé d'antenne à proximité de l'ancien centre commercial d'Aillot. Dernièrement, c'est à Lambert Petit que l'érection d'un pylône destiné à porter une antenne 5 G suscite un rejet croissant.



Confluences 81 s'en faisait déjà l'écho dès la fin de 2025 (voir n° 177 de décembre). Un pylône de 42 mètres de haut va être érigé au terminus du Chemin de Lambert Petit. Cette voie de circulation est bordée d'habitations de part et d'autre, quartier jusqu'à présent jugé plutôt « tranquille ».

L'information des riverains s'est effectuée par voie de tracts : 200 environ ont été imprimés par le Collectif S.L. & 5 G 81 et distribués dans les boîtes aux lettres, à la sortie de l'école ou aux marchés. Ces distributions ont alimenté les 6 ou 7 réunions dans le quartier même, où les riverains sont venus de plus en plus nombreux avant tout pour « faire quelque chose » contre cette implantation. Une pétition a été signée par plus de 100 personnes.

Depuis le 19 novembre, date de la première réunion chez une habitante du quartier les réunions se sont succédées à un rythme accéléré.

Ce travail de fourmi a été payant : plus de 25 personnes se sont regroupées et sont prêtes à agir. Ce groupe a d'abord cherché à collecter diverses informations : à qui appartient la parcelle sur laquelle le pylône est programmé ? Quels sont les droits de TDF ? Quelles procédures obligatoires doivent être suivies ? Pourquoi cette implantation a été refusée par le conseil municipal « ancien » (version Bugis) ? Pourquoi ce déni de démocratie de la part de TDF, entreprise privée diligentée par l'État, qui décide, sans étude d'utilité publique, que la couverture 5G pourtant jugée satisfaisante par les habitants, est ici nécessaire... Serait-ce simplement pour faire jouer la concurrence entre opérateurs ?

3 avocats ont été contactés.

Sur le terrain, un constat d'huissier a été dressé le jour où les premiers travaux ont commencé. La presse locale a été contactée (articles dans *La Dépêche du Midi, Le journal d'ici et Le Tarn Libre*). Également contactée, une journaliste de France 2 s'est intéressée à cette action (possible diffusion de son reportage dans « Envoyé spécial » du 21 mai).

Le groupe s'est opposé dans le calme à l'érection du pylône, aidé les 23 et 24 avril par un vent d'autan qui soufflait fort ! Mais ce n'est que partie remise...

Le nouveau maire R.N. de Castres s'est rendu sur les lieux et, après avoir reçu une délégation des habitants, a affirmé qu'il n'y pouvait rien. La nouvelle Municipalité de Castres, sera relancée sous une forme qui n'a pas encore été définitivement arrêtée.

Enfin, le groupe de Lambert Petit a opté pour une action en justice : il a choisi de faire confiance à l'avocat de Bordeaux qui a paru à la fois compétent et disponible pour présenter l'information juridique indispensable et défendre les intérêts des riverains. Malheureusement, le référé suspension qu'il a déposé vient d'être rejeté. Mais l'action en justice se poursuit sur la question de fond. D'où un important souci : comment faire face financièrement ? Une cagnotte a été ouverte afin de régler les frais déjà engagés (consultations d'avocats, constat de Commissaire de Justice, location de la salle de réunion à la MAS, tirage de flyers) et ceux à venir (frais de justice entre autres). On peut également soutenir par chèque, à envoyer à l'ordre de **Confluences 81, à l'adresse : 9 Chemin du Ritou, 81100 CASTRES**. Précisez au dos du chèque **« antenne Lambert Petit »**

Le Collectif Stop Linky et 5 G 81 reste à leurs côtés.

Claude Rossignol



Le Relais de Montans menacé de fermeture

Fondé en 1983 pour soutenir des personnes en grande précarité, aux parcours de vie fragile, parfois exclues des dispositifs classiques avec un hébergement d'urgence, un accueil de jour, un accès aux soins, un accompagnement social en insertion ou réinsertion par le travail. Pour un certain nombre de personnes c'est la dernière main tendue.

Le Relais est devenu un outil social essentiel pour le Tarn et pour celles et ceux qui en ont besoin, un acteur de l'accompagnement des personnes vulnérables.

Cités Caritas (émanation du Secours Catholique) avait été repreneur de la structure en octobre 2024. Et depuis la situation a empiré. Les engagements n'ont pas été tenus (à moins qu'on ne connaisse pas les vrais engagement pris).

Le 5 mai 2026, les solutions temporaires mises en place prenaient fin. À cette date, aucune solution pérenne n'a été proposée. Ce qui va mettre en grande



difficulté, voire même en danger, les personnes concernées (usager-es et employé-es).

On ne peut pas demander à des personnes de se reconstruire, de s'insérer, tout en retirant les structures qui les accompagnent.

Qui se souvient qu'Emmanuel Macron avait promis qu'à la fin de l'année 2017 il n'y aurait plus personne contraint de vivre à la rue ?

Depuis son élection, la pauvreté a progressé en France (1 million de personnes de plus sont passées sous le seuil de pauvreté dans notre pays) et les structures de solidarité ferment les unes après les autres ou sont offertes à des investisseurs.

Fermer le Relais de Montans c'est abandonner et mettre en danger des femmes et des hommes en les renvoyant dans des solutions précaires ou à la rue.

Ce serait une rupture majeure de notre tissu social et humain.

Le Relais de Montans doit être préservé.

Karen Erodi

8 décembre : juger des idées, surveiller des vies

L'affaire dite des ***"inculpé.e.s du 8 décembre"*** marque un tournant inquiétant dans le traitement des oppositions politiques en France. En décembre 2020, plusieurs militant·es sont arrêté·es par la DGSI dans le cadre d'une opération antiterroriste spectaculaire. Très vite, médias et autorités construisent le récit d'une prétendue *"mouvance d'ultragauche"* préparant des actions violentes contre l'État.

Cette mécanique rappelle immédiatement l'affaire de Tarnac : même emballement sécuritaire, même figure de ***"l'ennemi intérieur"***, même volonté d'associer radicalité politique et menace terroriste. Pourtant, après plusieurs années d'instruction, le dossier apparaît largement vide. Le tribunal lui-même reconnaît l'absence de *"groupe"* , de *"projet"* ou de *"cible"* clairement établis. Restent surtout des discussions politiques, des lectures, des relations militantes et des modes de vie autonomes placés sous surveillance.

L'enjeu dépasse donc largement quelques individus poursuivis. Ce qui se joue ici, c'est l'extension progressive du droit antiterroriste à des formes de contestation sociale, écologiste, antifasciste ou anticapitaliste. La catégorie d'***"ultragauche",*** politiquement floue et juridiquement imprécise, sert avant tout d'outil de suspicion. Elle permet d'agréger sous une même étiquette des réalités pourtant très différentes afin de légitimer écoutes, infiltrations, perquisitions et longues procédures judiciaires.

Le message implicite est clair : toute opposition sortant du cadre institutionnel pourrait être traitée comme une menace sécuritaire. Dans un contexte marqué par les Gilets jaunes, les luttes écologistes et la défiance envers les institutions, le pouvoir répond de plus en plus par la surveillance et le contrôle plutôt que par des réponses politiques et sociales.

Le traitement médiatique participe pleinement à cette logique. Avant même toute condamnation, les personnes arrêtées sont publiquement désignées comme dangereuses. Le soupçon devient une forme de peine anticipée.

Défendre les inculpé·es du 8 décembre ne signifie pas partager toutes leurs idées ou pratiques. Cela signifie refuser que des opinions politiques, des liens militants ou des formes de vie collectives deviennent des objets de criminalisation. Car lorsque des catégories extensibles comme ***"l'ultragauche"*** entrent dans le champ pénal, c'est l'ensemble des libertés politiques qui recule.

Non, contester n'est pas "terroriser".
Non, la solidarité n'est pas un crime.

Jean Fauché

Le techno-fascisme, kesako ?

On appelle « techno-fascisme » la conquête du pouvoir politique par des entreprises de la Silicon Valley et leurs équivalentes. Combien ont été dupé·es par les prétendues libertés et les prétendus progrès permis dans ces technopôles-là ? Un certain nombre de PDG et de Conseils d'Administration, qu'ils aient fait allégeance à Donald Trump ou pas, envisagent néanmoins de participer à la gestion du pouvoir politique par leurs réalisations (et celles à venir). Les programmes politiques autoritaires qu'elles proposent et mettent à disposition de certains gouvernements et entreprises d'armement font craindre le pire. Libertariennes et antihumanistes, elles ne font plus confiance en la « sagesse »[1] des êtres humains pour s'autogouverner et proposent (imposent, plutôt) de laisser faire l'Intelligence Artificielle et leurs technologies ! En contrôlant nos informations (et tout ce que nous livrons naïvement ou volontairement au système algorithmique), nos gouts, nos préférences, nos rêves, nos désirs et relations sociales, il leur devient facile de nous contrôler, de nous manipuler, de nous surveiller. Tel un Big Brother du 21ème siècle.

Les moyens techniques (et numériques) mortifères et liberticides n'ont jamais été aussi puissants, aussi développés. Comme tous les totalitarismes, le techno-fascisme n'aime pas qu'on restreigne son pouvoir et sa « liberté d'entreprendre ». Les syndicats et les organisations de défense des droits des humains seront certainement ses futures cibles. Pour endormir les populations (et en détruire le goût de la révolte), il esthétise la société du spectacle de laquelle il participe en la rendant quasi-universelle, en récupérant sans scrupule les critiques de son système afin de l'aseptiser et de le rendre inoffensif (récupération des contre-cultures rock, rap, punk, métal, altermondialistes…). Les masses médias avaient déjà préparé les mentalités à son avènement, en abrutissant, en rendant confuses les choses simples, en simplifiant les choses complexes, en tuant la nuance, en transformant des projets politiques en simples slogans vidés de leurs sens…

J'y vois un point positif à ce danger : cet adversaire va nous permettre de mobiliser nos énergies et nos intelligences pour l'empêcher de nous annihiler. C'est stimulant.

En attendant, je vous propose de lire « Technofascisme. Le nouveau rêve de la suprématie blanche » de Norman Ajari, sorti cette année et que vous pouvez commander dans vos libraires indépendantes.

Patrice K

1- « sagesse » que j'admets de pas voir souvent !



Contre les frais différenciés entre étudiant-e-s

Le gouvernement macroniste envisage de modifier les frais d'inscription pour les étudiant·es non européen·nes par un décret qu'il ose nommer « Bienvenue en France » ! Les jeunes s'inscrivant en Licence aurait à s'acquitter de 3000 € et de 4000 € pour un Master. Adversaire des discriminations, je trouve cela scandaleux.

Le mardi 26 mai une manifestation a été organisée à Tours pour sensibiliser sur ce décret honteux (nous ne comptons plus les décrets honteux du macronisme) notamment à l'appel de Sud Solidaires, FSE, GCT… Mobilisons-nous partout pour empêcher ce décret discriminant de s'imposer.

Patrice K

Le fascisme tranquille

Déjà, le titre m'a provoqué ! Mais comment on peut oser imaginer que le fascisme puisse être « tranquille ». C'est le nouveau livre de Jonathan Durand Folco, paru en décembre 2025. Il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec tout ce qui y est écrit dedans pour admettre que cet ouvrage est très didactique et organiser selon de pertinents chapitres. Foncez vous le procurer pour ouvrir des débats.

Mato Witko

Tentative de censure d'un lanceur d'alerte



En novembre 2025, l'association L214 révélait les affreuses conditions d'élevage de deux exploitations de cochons des Côtes-d'Armor. Animaux morts parmi des porcs malades, des truies engagées quasiment toute leur vie, des cafards dans les mangeoires… Ces élevages alimentent la Filière Qualité Carrefour ! Les exploitants irrespectueux ont tenté d'empêcher L214 de diffuser ces révélations en interdisant la diffusion des images et en déposant plainte. Une procédure bâillon. Mais le tribunal de Saint-Malo a rejeté leur demande en argumentant que le droit de propriété n'est pas suffisant pour restreindre la liberté d'expression, le droit à l'information des consommateurs et la responsabilisation des acteurs économiques.

Il ne s'agit pas d'une fiction mais hélas de la triste réalité.

Le droit à l'information a été protégé, ne boudons pas notre satisfaction, car évidemment, les enquêtes de L214 sont légitimes et indispensables. Enquêter, montrer pour informer et faire espérer faire changer les mentalités et les lois.

Mais actuellement le sort de ces animaux n'a pas évolué puisqu'aucune décision de justice n'a été prise contre les exploitants malveillants.

Ses deux élevages, à Plénée-Jugon et Éréac, sont gérés par le président de la Cooperl, le 1er groupement d'éleveurs de cochons en France. Imaginons alors ce qu'il peut se dérouler chez les moins côtés des élevages, quand on sait que 95% des cochons élevés en France sont élevés sur du béton, sans accès à l'extérieur contrairement aux images bucoliques que les filières montrent abondamment dans leurs pubs. Si vous achetez ce type de produits, pensez-y, en engageant ainsi votre responsabilité éthique, vous participez au système qui permet ces horreurs.

Patrice K & L 214

Vos dons à L 214 sont les bienvenus. Vous pouvez les adresser à : Association L214 - CS 30082 – 75935 Paris Cedex 19

Retour de la chasse dans les Hauts plateaux du Vercors

Alors qu'elle était interdite depuis 1992 dans la Réserve naturelle des Hauts plateaux du Vercors (4000 hectares sur les communes de Gresse et de Chichilianne), le département de l'Isère a réautorisé la chasse depuis mai 2021. Les Hauts Plateaux du Vercors, labélisés Espace Naturel Sensible et Zone Natura 2000 sont considérés comme la plus grande réserve naturelle terrestre de France, l'exploitation du bois y a été abandonnée et la forêt est laissée en évolution naturelle. Le Conseil Départemental de l'Isère [1], sans l'aval du Parc Naturel du Vercors ni du comité scientifique, a décidé d'offrir cet écosystème à des chasseurs, pour des chasses privées.

Il est urgent de remettre en place l'interdiction complète de la chasse sur cette zone (et bien au-delà !), ce qui permettrait aux vrais amoureux et amoureuses de la Nature d'y randonner sans risque de prendre un coup de fusil [2] ou de se faire écraser par un 4x4

Patrice K

1- Le Conseil Départemental de l'Isère est dirigé par Jean-Pierre Barbier (UMP, LR) depuis 2015

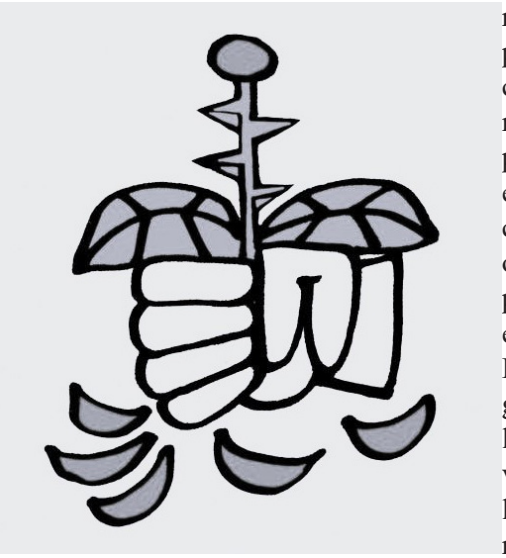
2- simple rappel : en moyenne, chaque année en France, 5 randonneurs, randonneuses, promeneurs, promeneuses, ramasseurs et ramasseuses de champignons, cyclistes (…) sont tué-es « accidentellement » par des chasseurs. Et il y a en moyenne, 7 chasseurs tués accidentellement chaque année en France

Il y a Gauche et gauche !

En France, on passe rarement des mois sans être dans une campagne électorale, pré-campagne ou post-campagne ! D'aucun-e diront que c'est ainsi que se vit la démocratie. Ah, la Démocratie ! Ce terme trop souvent confondu (volontairement dirait-on) avec le mot « élection ».

Car pour certain-es, s'il y a élection, alors c'est la preuve que nous sommes en démocratie ! Partant du postulat que la démocratie est le pouvoir exercé par le peuple, je ne vois pas en quoi déléguer son pouvoir à des « élu-es » est démocratique. D'autant qu'en France, le « peuple » ne vote pas majoritairement ; l'abstention est souvent supérieure au nombre de votes exprimés.

La naissance, en France, de la tripartition des camps politiques en Gauche, Droite et Centre, daterait d'août 1789 [1], mais s'ancre dans la médiatisation de la vie politique sous la Restauration [2] et la Monarchie de Juillet[3] (ou pendant l'affaire Dreyfus selon d'autres historien-nes). Pour en revenir à nos jours, même si les notions de gauches et de droites ne se scindent plus forcément entre partisans de la Monarchie et défenseurs de la République, il reste néanmoins des clivages justifiant la séparation entre 3 camps (avec leurs nuances). Globalement on peut dire que les Gauches sont contre le capitalisme, pour le partage des richesses, la mise en place d'aides sociales pour les plus précaires et la défense et le développement des libertés collectives ; les Droites quant à elles sont pour le capitalisme, pour le sécuritaire, la méritocratie et la défense de la propriété privée et des entreprises tandis que les Centres envisagent de gérer le système en distribuant des libéralité aux entrepreneurs tout en distribuant quelques miettes au peuple afin qu'il ne se révolte pas trop (le ruissellement !). Les récentes élections nous montrent que de plus en plus de politicard-es n'osent plus assumer leur appartenance politique en se déclarant « Sans Etiquette » ou « Divers ». Mais pour moi le plus triste (et le plus énervant) est de lire, d'entendre, dans les médias et même de la bouche ou de la plume de gens de gauche (même chez Peps et Alternative Communiste !) que le PS serait encore classé à gauche ! Le PS, parti qui ne mérite plus du tout son nom et devrait le changer pour Parti Social-Démocrate ou parti centriste [4], a en effet été un parti de gauche au cours de son histoire. Du Parti des Travailleurs Socialistes de France (1879) jusqu'au Front Populaire (1936) on peut le classer à Gauche. Dès les pleins pouvoirs donner à Pétain (heureusement des membres de la SFIO ont rejoint la Résistance, écœurés de la collaboration avec les nazis) on peut dire que le PS se « droitise » sévèrement ! L'arrivée d'un ancien vichyste de droite à la tête du PS après 1968 (F Mitterrand) n'a rien de bien surprenant. La victoire électorale de mai 1981 a pu laisser croire que le PS était encore de gauche (keynésienne), avec ses nationalisations de grandes entreprises, l'instauration du RMI (en décembre 1988, devenu RSA en 2005), l'abolition de la peine de mort et des signaux positifs envoyés aux personnes homosexuelles, mais le « tournant de la rigueur » (1983) installait clairement ce parti au Centre. Ce n'est pas une insulte. C'est un constat quant à la politique de ce parti et ses stratégies. Je ne nie pas qu'il puisse y avoir des gens de gauche modérée qui votent pour le PS croyant que sera moins pire que les droites et extrêmes droites. Néanmoins c'est juste gagner un peu de temps puisque les égarements (et mensonges) de ce PS, balancé entre le POI, le PCF, LFI à sa gauche et les Centristes (EELV, PRG, macronistes divers…) fera déserter encore plus la partie la plus inculte de l'électorat vers les extrêmes droites qui se prétendent de rupture ! Alors, soyons conséquent-es et faisons preuve de maturité politique. NON, le PS n'est plus du tout de gauche. Tout au plus est-il de centre-gauche. Que celles et ceux qui croient encore au bonheur obtenu par les urnes, cessent de nous prendre pour des lapins de 5 semaines et fassent leur choix en conséquent. Et s'ils, elles sont réellement des gauches, alors qu'ils et elles oublient le PS. Et encore mieux, s'ils et elles veulent l'autogestion, la révolution, l'action directe alors qu'ils et elles rejoignent les rangs anarchistes !



Patrice K

1- dans ses mémoires, le député de la noblesse Louis-Henri-Charles de Gauville estime que les partisans du roi et du clergé catholique étaient installés à droite du président de l'Assemblée alors que leurs adversaires étaient placés à gauche dès le 29 août 1789. On trouvait aussi une bipartition « Montagne » vs « Plaine ».

2- La Restauration est le régime monarchique qui dirige le royaume de France de 1815 à 1830.

3- La Monarchie de Juillet est la période comprise entre le 9 août 1830 et février 1848 sous le règne du roi des français, Louis-Phlippe 1er (et déjà Adolphe Thiers y massacrait la population de Paris)

4- L'historien et philosophe Marcel Gauchet estime qu'on pense soit à gauche, soit à droite mais qu'on négocie l'application de ses pensées en gouvernant au centre (qu'il me soit permis de ne pas toujours partager l'avis de cet homme)

En route vers 2056 !

Il ne fallait pas des tonnes d'intuition pour deviner que le dossier central de ce n° 180 serait consacré au 30ème anniversaire de notre revue, paraissant 6 fois par an, faut-il le rappeler ? Donc, pas de surprise, c'est le cas ! Mais chemin faisant, nous nous rendons compte que 4 pages pour résumer trente ans d'écrits, c'est largement insuffisant ! Nous envisageons très sérieusement d'y donner une suite (de 4 pages ?) dès le prochain numéro

Historique

Au mois d'avril 1996 paraît le n°1 de ***Confluences 81***. Il est créé par le groupe politique Tarnais « Convention pour une Alternative Progressiste », lui-même issu des Comités Juquin. Avec la création des Alternatifs en 1998, la CAP adhère à ce nouveau mouvement ; en mars 2015 le mouvement politique "Les Alternatifs" se dissout.

Quels que soient les aléas "politiques", ***Confluences 81*** continue à publier 6 fois par an un numéro allant, dans un premier temps, de 4 à 8 pages. Progressivement au fil des années, le journal passe à 16 pages avec un dossier central de 4 pages, toujours sur un rythme bimestriel. En 2016, 5 numéros sur 6 comportaient 20 pages … mais le Comité de rédaction, prudent, a toujours affirmé que le nombre de pages dépendrait à chaque numéro du nombre d'articles reçus.

Les rédactrices et rédacteurs se diversifient au fil des numéros : actuellement près des 3/4 des articles sont écrits par des personnes non « professionnel-le-s ». Tous les contributeurs sont bénévoles, y compris N'Marc dont le métier est dessinateur de B.D.

Les rubriques elles-mêmes changent d'intitulé au fil des ans. Mais la ligne éditoriale du 1er numéro « Profondément de gauche, pour l'écologie, pour transformer demain la société » reste immuable.

Qu'y trouve-t-on ?

Essentiellement des informations locales, mais surtout les réflexions et les luttes qu'elles suscitent. Le combat est social, écologique, féministe, démocratique, sociétal tout à la fois. Pour se faire une idée des questions abordées, voici le titre de quelques unes des rubriques :

-La rage au ventre
-Zadistement vôtre
-Etranges étrangers
-Dans le Tarn
-Dans le monde
-Liber-Terre (créée en 2017)
-Bonnes nouvelles
-Politique
-Éducation/culture
-Histoire/culture
-Agriculture
-Conscience sentiente
-Féminismes
-Tribunes libres
-Dossier (central) de 4 pages


C.A.P. 81 ▷
Confluences
Numéro 1 CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE Avril 1996
Assises Nationales de la C.A.P.
Editorial
Encore un nouveau sigle? Encore une nouvelle chapelle ? La C.A.P., c'est exactement le contraire !
120 À 140 000 CHÔMEURS DE PLUS EN 1995.
Dans ce numéro :
Assises Nationales C.A.P. 1
Convergences. 2
Un mouvement doit en cacher un autre 2 & 3
Crève dans les écoles 4
Forum du P.C.F. 4
Le Collectif Départemental C.A.P.

La une du un

Autre temps, mêmes mœurs !

Les infos locales ne peuvent être déconnectées de l'actualité régionale, nationale et internationale !

Comment ça fonctionne ?

Aujourd'hui, un Comité de rédaction (une dizaine de personnes) se réunit tous les deux mois pour préparer le contenu et la mise en page de la revue.

Ce groupe a pour rôle de susciter l'apport d'articles, dessins et photos auprès de personnes qui lui sont extérieures. Dans les derniers numéros, près de 30 rédacteurs-trices différent-e-s ont apporté leur pierre à l'édifice.

Les dates de parution (février, avril, juin, août, octobre, décembre) sont scrupuleusement respectées, le bouclage étant effectif 2 semaines avant la date de parution et d'envoi postal aux abonné-e-s.

Aucune pub d'aucune sorte dans les colonnes de Confluences 81 ! Financièrement, c'est le système d'abonnements qui permet le tirage compris entre 120 et 150 exemplaires, tirage à peine supérieur au nombre d'abonné-e-s, ainsi que la distribution par voie postale. Pour le même montant, on peut s'abonner soit à la version « papier », soit à la version « Internet ».

Le journal est édité par une association intitulée « Confluences 81 ». Elle a aussi pour but d'organiser des réunions publiques sur des thèmes locaux ou généraux d'actualité, seule ou en co-organisa locaux ou généraux d'actualité, seule ou en co-organisation avec d'autres associations.

Liée en 2011 à d'autres groupes Tarnais dans le « collectif Marinaleda 81 », ***Confluences 81*** a mis sur pieds, pendant plusieurs années, une journée publique d'échanges qui a remporté un franc succès, On y parle de l'utopie autogestionnaire en actes !

Pendant 3 ans Confluences 81 a participé à la journée "Transition Citoyenne" organisée par le collectif « Transition Citoyenne Tarn sud ». En 2016, "Confluences 81" est à l'origine de la création du Collectif "Stop Linky Tarn sud", Ce travail d'information a été à peine ralenti par les contraintes sanitaires.

Grâce à une subvention (exceptionnelle) de la DRAC en 2023 et 2024, le passage à la couverture en quadrichromie en mars 2023 a constitué le dernier tournant pris par notre revue.

Depuis 2025, nous avons constaté une baisse du nombre des abonnements qui inquiète beaucoup le comité de rédaction. C'est pourquoi, à l'occasion de ce 30ème anniversaire, nous renouvelons notre appel à participer à la rédaction (1 réunion tous les deux mois) et à solliciter vos parents, amis et con-naissances à s'abonner à ***Confluences 81*** !

Claude Rossignol

En route vers 2056

Les éditos

Édito du n° UN (avril 1996) - extraits

La C.A.P., mais qu'est-ce au juste ? Un nouveau sigle pour une nouvelle chapelle ?

C'est exactement le contraire !

Créée dans le Tarn le 13 octobre 1995 à Réalmont, la Convention pour une Alternative Progressiste a pour but de regrouper toutes les forces, toutes les volontés pour bâtir une véritable alternative de gauche.

Nous nous sommes regroupés parce que ce n'est pas dans la dispersion qu'il est possible d'affronter une droite qui met en œuvre ses objectifs de régression sociale. Nous nous sommes regroupés parce que la gauche traditionnelle reste incapable d'inventer de nouveaux chemins de transformation sociale. [...] Face à la crise générale des partis politiques, il est urgent d'inventer autre chose. La CAP se veut à la fois un mouvement en devenir et une sorte de laboratoire pour l'expérimentation de formes nouvelles.

La route est longue et malaisée, mais il y a urgence. [...]

Des éditos engagés

Édito du n° 3

(septembre 1996) - extraits

[...] La gauche alternative peut-elle se rassembler sur un projet de transformation sociale ? Peut-elle peser, avec l'ensemble des forces syndicales et associatives pour proposer aux partis traditionnels de la gauche un contrat de législature réellement alternatif ?

Alternative ou alternance, tel est l'enjeu.



Édito du n° 4

(novembre 1996) – extraits

[...] Enfin, et plus inquiétant, il y a la montée des idées d'extrême droite, qui, remises à la mode par le sinistre provocateur Le Pen, se nourrissent des peurs et des fantasmes du corps social.

Alors l'urgence aujourd'hui, c'est de travailler, dans les luttes sociales, à constituer à la base une nouvelle majorité de progrès qui déborde et dépasse les vieux partis de gauche et qui présente une véritable alternative à la politique libérale qui mettrait en avant, notamment : les 32 heures hebdomadaires sans diminution pour les petits et moyens salaires, la défense et le développement des services publics, la hausse de l'impôt (IRPP) sur les hauts revenus et de l'impôt sur les grandes fortunes, la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les chômeurs de longue durée, la taxation des revenus financiers.

. **Édito du n° 6** (avril 1997) – extraits

Ils auront du mal à nous faire croire que, sans une veritable rupture avec le capitalisme, sans un veritable projet progressiste […]la seule politique différente de celles menées en France depuis des décennies, ne serait pas – hélas ! – celle du F.N. que choisiraient les électeurs. […]

Édito du n° 10 (décembre 1997) – extraits

[...] Commençons par agir ensemble sur le terrain, dans notre département par exemple pour donner un véritable contenu à la loi cadre des 35 heure, avec le mouvement syndical et les organisations alternatives, à leur place, en soutien !

Édito du n° 12 (mars 1998) – extraits

[...] Faire de la politique autrement, c'est mettre en œuvre une démocratie non centralisée (ou centralisatrice) [...]

Édito du n° 14 (juillet 1998) – extraits

[...] Mais non, ce n'est pas la mi-temps ... il n'y a pas lieu de changer de camp. [...] Quant à la couleur du gazon, restera-t-elle bien verte si la nature est bradée aux intérêts financiers ? [...] Quant aux supporters, il est louable de vouloir leur faire plaisir. Mais à vouloir les acheter à coup de politique sécuritaire, de lois répressives contre les sans-papiers, de vote avec la droite sous la pression du lobby des chasseurs, l'équipe qui est aux commandes risque le, carton rouge. [...] Certains s'imaginent que l'arbitre est à l'Élysée, pour notre part, nous pensons qu'il est multicolore, qu'il est dans toutes les tribunes, il est l'ensemble des citoyens qui sauront se faire entendre.

Édito du n° 124 (janvier 2017) – extraits

« La guerre des places » qui a commencé en France, en préparation de la farce « élection présidentielle » nous renvoie à ce que viennent de vivre les États Unis. [...] Nous citoyenNEs, ouvrierEs, employéEs, artisanEs, paysanEs,, ne seront plus autoriséEsà manifester notre dissidence avec le POUVOIR qu'une minorité aura élu. [...] Nous préférons grossir le trait pour montrer que le danger est proche. [...] prenons conscience que nous ne sommes plus en démocratie, que notre bulletin de vote sera utiisé pour nous faire plier l'échine.

Édito du n° 130 (janvier 2018) – extraits

[...] Confluences 81 n'a pas de ligne éditoriale ?

Peut-être ! Mais le journal repose sur de solides piliers (les solidarités, l'écologie, le feminisme, l'autogestion...). Sur ces piliers s'ajustent des pierres taillées différemment (les articles, les dessins...) qui contribueront à bâtir le monde auquel nous aspirons, n'en doutons pas !

Le goût de la contestation, d'une révolte de bon aloi, et de la pluralité des points de vue assure une forme de continuité plus ou moins heureuse selon les numéros. [...]

Les maquettes

En 1996 – la préhistoire ! – les maquettes (4 pages dans les premiers numéros) étaient fabriquées un peu « à la rustique », aux ciseaux et à la colle blanche !
Les articles étaient dactylographiés en laissant un espace vide pour ajouter les illustrations.
Puis on photocopiait les illustrations à intégrer.
Découpe avec les ciseaux.
Collage. Séchage.
Puis photocopie de chaque page. Montage en A 3 pour former un « cahier ».
Tirage chez notre imprimeur.
Lorsque la revue est passée à huit pages (puis à 12, 16, et enfin à 20), le processus nous est apparu très vite comme étant « légèrement archaïque ». Nous avons donc bâti nos maquettes avec le logiciel Publisher, ce qui était un progrès considérable ! Plus tard encore, nos Jeunes Alternatifs du Tarn (A.J.T.) toujours à la pointe du progrès, nous ont fait découvrir un logiciel de mise en page plus « pro ». C'est InDesign. Pendant de nombreuses années, j'ai assuré seul cette mise en page... jusqu'à l'arrivée de Françoise Martinez en novembre 2011 (mise en page conjointe).
Récemment Françoise M. assure seule cette tâche prenante.
La maquette de la UNE et des pages intérieures a été changée 5 fois depuis l'origine. La dernière modification en date, a suscité bien de commentaires critiques ! C'est parait-il, un signe de fort intérêt !
Le passage à la quadrichromie pour les 4 pages de couverture s'est effectué en mars 2023 (n°161).

C.R.

Les articles

C'était une manifestation inoubliable

Nous avions tous dans le cœur le même cri de révolte. Nous avions tous les mêmes buts et les mêmes revendications : moins d'effectifs dans les classes, plus de profs, de meilleurs locaux, en particulier pour Toulouse-Lautrec. [...] Nous avons décidé qu'il était préférable d'organiser une manifestation avec tous les lycéens plutôt que de laisser des petits mouvements désorganisés. [...] Notre mouvement de grève commençait à prendre forme au sein du lycée. Après un rendez-vous avec le proviseur de Lapérouse (pour lui expliquer notre action), nous avons convoqué les délégués de classe, pour leur expliquer le déroulement de notre manifestation, prévue le samedi suivant.


CONFLUENCES 81

Profondément de gauche ! Pour l'écologie, pour transformer demain la société ...

5ème année, n° 25 -Collectif Alternatif et Progressiste (Les Alternatifs)- Juillet 2000

EDITORIAL

Confluences 81 fait peau neuve !

C.A.P. 81

Confluences

Numéro 1 CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE Avril 1996

Assises Nationales de la C.A.P.

Editorial

Ça se passe comme ça...

Sommaire

EDITO	Page 1
CASTRES : Niconoff ; Café citoyen	page 2
FONCTIONNAIRES	page 3
LE DOSSIER - LIRE	pages 4-5
Le vieil oiseau noir ; Irak ; 58 morts	page 6
TOUS A MILLAU !	page 7
LIBERALISME - BREVES	page 8

De nombreux élèves se sont mobilisés pour les préparatifs des banderoles, des panneaux, des slogans. Dix élèves ont été choisis pour encadrer la manifestation pour qu'il n'y ait pas de débordements.
Nos représentants ont rencontré l'Inspecteur d'Académie pour lui expliquer nos revendications et discuter. Et la manifestation s'est dirigée vers la Place du Vigan pour un sit-in qui a bloqué la circulation pendant un bon bout de temps.
Finalement nous avons quand même réussi à obtenir 80 professeurs dans l'Académie, pour le grand nombre de lycées, cela reste quand même « léger ». [...] Mais on peut avouer que l'on a gagné une petite bataille.
Ainsi nous, lycéens, nous avons prouvé que nous étions capables d'organiser une manifestation, d'avouer nos opinions et nos revendications et que nous n'avions subi l'influence d'aucun parti politique.
Nous regrettons seulement que ce mouvement, si bien parti et si vite enflammé, se soit rapidement dilué. [...]. Mais ce feu n'est toujours pas complètement éteint.

Nathalie Kosin (Lycée Lapérouse)
Extraits - Décembre 1998

Une lectrice réagit à la lecture d'un dossier central (2023) :

J'apprecie ce Confluences 81, ce mélange d'articles de fond et de nouvelles du pays et de ses luttes. Presse locale indispensable pour contrer/corriger les grands titres aux ordres. Intéressant ce dossier « Sectes », indispensable de se pencher sur la teneur et les enjeux de cette « enquête » ministérielle au-delà des déclarations d'intention lénifiantes [...]

Anne L.

Linky : résister encore et toujours (2023)

Quelques mots sur le compteur Linky dont vous entendez parler dans nos pages depuis quelques années : il n'est toujours pas obligatoire, malgré ce que veulent faire croire les poseurs (encore eux !) à ceux qui ont osé résister lors de leur premier passage. [...]

Y. R.

Dossier(fin)

En route vers 2056

LES SÉRIES OU LES « RUBRIQUES QUI DURENT »

Nous les appelons ainsi car elles se sont succédé sur de nombreux numéros, avant de tomber dans les oubliettes de la mémoire soit par épuisement de celui ou celle qui tenait la rubrique, soit tout simplement par épuisement du sujet !

Certaines ont dépassé le cap d'une année de publication. Citons par exemple :

Ça se passe comme ça (un articulet court et percutant, dénonçant une anomalie sociale, politique ou écologique Tarnaise. Illustration par Smily.) **Rage au ventre** (un peu dans la même veine que la précédente, mais parfois d'une plus grande longueur). **Les Handica-paient** (l'actualité « vue » par un aveugle, Hubert Gourg) ! Informations, des luttes de divers handicapéEs) **Chantons sous les toits** (rubrique musique et chansons, initiée en 2013, avec les artistes en direct dans le « garage qui se la pète » à Castres, alimentée par Gisèle Vigouroux et Seb). **Voulez-vous un tuyau ?** (courte série (2019) une idée d'Yvette Rossignol et Didier Loufrani. Conseils bio, écolos, culinaires, ménagers... pour soulager la planète à petit prix !) **Autre temps, mêmes mœurs** : 13 ou 14 épisodes (critique claire des « grands de ce monde ». Supervisée par Jean-Pierre Shiep.) **Le Vieil oiseau noir** : l'actualité vue à travers les yeux du vieil oiseau noir qui répond inlassablement aux questions incessantes de ses oisillons ! Alimentée par Max Biro de Condom et publiée parallèlement dans ***Gavr'Auch*** et dans ***Confluences 81***, la série a été reprise un temps par Claude Rossignol. Mais après le décès de Max (2015), le cœur n'y était plus. etc ...



Quelques séries se sont inscrites dans la durée (plusieurs années).Citons entre autres :

Le « dossier central » : amorcé en mai 2000 (N° 24) où il comportait deux pages en vis-à-vis, il est rapidement passé à trois puis quatre pages détachables au centre du numéro. Le dossier central de quatre pages tel qu'il se présente actuellement a été inauguré lors du passage à 12 pages de la revue. Bien des thèmes politiques, sociaux, économiques, sociétaux y ont été abordés. Nous en prenons pour exemple les dossiers publiés en 2012, en voici les titres : n° 94 (Femmes) ; n° 96 (laïcité-s ?) ; n° 98 (eau) ; n° 99 (le travail) ; n° 100 (Voter : qui ? pourquoi ?). Les gilets jaunes étaient le sujet du n°134 (mars 2019). En 2021, deux « dossiers centraux » publiés dans les numéros 152 et 153 portaient sur « Zapatisme au Chiapas ». Même si nous sommes centrés sur le Tarn, la dimension internationale ne nous échappe pas ! En 2013, « les petits matins de Marinaleda » (n° 104) précède « les lieux culturels alternatifs dans le Tarn » (n° 105), « Europe » (n° 107) et « les jeunes » (n°112). Et tant d'autres sujets que nous ne pouvons citer, faute de place ! On nous a reproché un manque d'approfondissement des questions traitées. C'est indiscutable, 4 pages, c'est effectivement peu pour traiter à fond certains sujets. Mais nous sommes certains qu'à l'avenir nos lecteurs et lectrices participeront davantage à l'élaboration de la revue !



Féminismes : cette série a commencé en 2014 et n'est toujours pas close. Elle présente la biographie de femmes connues ou non, féministes assumées ou non, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Vaste chantier que Patrice Kappel a entrepris ! On y trouve les figures connues comme Areté de Cyrène (400-330 av. JC) dans le n° 106, Sappho (630-580 av. JC) dans le n° 107 (mars 2014) en passant par Olympe de Gouges (1748-1793) dans le n° 141, Germaine de Staël (1766-1817) dans le n° 145, Flora Tristan (1803-1844) dans le n°157, Lucie Aubrac (n° 177), Joséphine Baker, Louise Michel et tant d'autres, pour la plupart inconnues du grand public !

Dialogues (Jacques le Fataliste et son maître) : Initiée en mai 2013, il s'agit d'une série d'articles imités du roman de Diderot (XVIIIème siècle) et qui promène nos deux « héros » à travers la France contemporaine des expérimentations alternatives. Chemin faisant nos deux « héros » dialoguent de divers sujets théoriques, illustrés par leurs rencontres concrètes. CertainEs de nos lectrices et lecteurs se souviennent encore de leur halte à Cravirola (n°112 –dialogue n° 10- janvier 2015), dans les Cévennes, à deux pas de chez nous, et sans doute d'autres haltes plus lointaines mais non moins instructives, comme celle de Saillans (dans la Drôme) où tout le monde est maire ! En novembre 2015, la série se termine sur cette inquiétude : Une rumeur circule dans l'Aveyron : ils auraient été aperçus sur le plateau du Larzac. Mais quel crédit accorder à une rumeur ? Parallèlement une série intitule « Utopie » animée par Hubert Gourg, complète des aventures de Jacques le Fataliste et son maître...



Dans la rubrique « **histoire/culture** », une série d'articles biographiques sur des hommes et des femmes de notre histoire plutôt récente, influentEs, voire célèbres. Série portée à bouts de bras par Jean-Pierre Shiep. Nette tonalité historique des articles. Commencée en mai 2013 avec Georges Mandel, pour ouvrir le bal, une page a ainsi été consacrée à Jules Ferry, Pierre Brossolette, Marie Madeleine Fourcade (Méric), Suzanne Massu, Germaine Tillon, Jacques de la Bollardière, etc... On y trouve aussi Henri III, roi de France ! La série a continué pendant plus de cinq années...

A69 : UN MODÈLE À BOUT DE SOUFFLE

Les perquisitions menées récemment au siège d'Atosca dans le cadre de l'enquête judiciaire sur les dépassements de l'emprise du chantier de l'A69 ont provoqué un choc bien au-delà du seul cercle des opposants à l'autoroute Toulouse-Castres. Ces événements ne constituent pas seulement un épisode administratif ou judiciaire supplémentaire dans un dossier déjà conflictuel. Ils révèlent plus profondément une crise de méthode, une crise démocratique et peut-être même l'épuisement d'un certain modèle d'aménagement du territoire.

La consultation publique ouverte par l'État, mi-avril, pour tenter de régulariser des atteintes environnementales liées au chantier, avait déjà suscité colère et incompréhension. Beaucoup y avaient vu une forme de légalisation à posteriori de destructions déjà engagées. Comme si l'ordre normal des choses devenait désormais : d'abord construire, ensuite adapter les règles. Cette séquence alimente un sentiment de défiance démocratique qui dépasse largement le seul dossier de l'A69. Lorsque les décisions paraissent verrouillées d'avance, lorsque les alertes scientifiques sont minimisées, lorsque les consultations publiques semblent n'avoir qu'une portée symbolique, la confiance collective se fissure. Ce qui se joue ici dépasse la construction d'une autoroute. L'A69 est devenue le révélateur d'un affrontement entre deux visions du territoire et du futur.

La première reste héritée du vieux logiciel productiviste du XXe siècle : accélération permanente des flux, priorité au transport routier, artificialisation des terres, mise en concurrence des territoires, croissance pensée presque exclusivement à travers les infrastructures lourdes et la circulation automobile. Ce modèle a été présenté, pendant longtemps, comme synonyme de modernité et de développement. Mais les réalités écologiques, énergétiques et sociales viennent aujourd'hui le contredire frontalement. Le dérèglement climatique s'accélère. Les sécheresses se multiplient. Les terres agricoles disparaissent sous le béton. La biodiversité s'effondre. Dans le même temps, les coûts énergétiques augmentent et les services publics reculent dans de nombreux territoires ruraux ou périurbains. Continuer à répondre à ces crises par davantage d'infrastructures routières apparaît de plus en plus comme une fuite en avant.

La seconde vision, encore minoritaire dans les décisions institutionnelles mais de plus en plus présente dans la société, propose au contraire une bifurcation écologique et démocratique. Elle repose sur une idée simple : répondre aux besoins réels des habitants sans aggraver les déséquilibres écologiques ni renforcer les dépendances automobiles construites depuis des décennies.

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, les alternatives existent. Elles sont connues depuis longtemps : modernisation des lignes ferroviaires existantes, développement des transports collectifs du quotidien, amélioration des dessertes locales, soutien au fret ferroviaire, entretien des infrastructures existantes plutôt que multiplication des grands projets coûteux, relocalisation des services publics et des activités essentielles.

Car le problème des territoires comme le Tarn ne se résume pas à une question de vitesse de circulation entre deux métropoles. Le sentiment d'abandon qui traverse une partie du pays ne sera pas résolu par le seul bétonnage des paysages. Ce dont beaucoup d'habitants manquent aujourd'hui, ce sont de médecins, d'écoles, de gares vivantes, de commerces de proximité, de transports accessibles, d'emplois non précaires et de services publics maintenus. Autrement dit : du lien social, de la proximité et des capacités réelles à vivre dignement sur place. Le paradoxe est là. Alors que les crises climatiques et énergétiques imposent davantage de sobriété et de relocalisation, une partie des politiques d'aménagement continue de fonctionner selon des logiques conçues pour un monde d'énergie abondante, de croissance illimitée et de mobilité toujours accrue.

L'autre grande question posée par l'A69 concerne la démocratie elle-même. Depuis le début de ce conflit, beaucoup de citoyens ont le sentiment que les procédures de concertation ne permettent plus d'infléchir réellement les choix. Cette impression est extrêmement dangereuse. Une démocratie vivante ne peut pas se réduire à des consultations formelles lorsque les orientations fondamentales sont déjà arrêtées. Elle suppose au contraire un véritable pouvoir citoyen sur les décisions qui transforment durablement les territoires. Cela implique de nouvelles pratiques démocratiques : expertise indépendante, transparence totale sur les impacts environnementaux, contrôle citoyen des grands projets, conventions locales permettant aux habitants de participer réellement aux décisions, prise en compte effective des données scientifiques et climatiques.

Le conflit autour de l'A69 marque sans doute un tournant. Parce qu'il révèle que les grands projets imposés d'en haut rencontrent désormais des résistances profondes, durables et largement enracinées dans la société locale. Mais aussi parce qu'il montre qu'une autre manière de penser les territoires commence à émerger. La véritable question n'est donc plus seulement de savoir si l'autoroute se fera ou non. Elle est de savoir quel avenir nous voulons construire pour nos territoires : celui d'une fuite en avant routière et productiviste, ou celui de territoires plus sobres, plus solidaires, plus résilients et réellement démocratiques. Le Tarn pourrait continuer à devenir le symbole d'un passage en force. Il pourrait aussi devenir l'un des lieux où commence enfin une réflexion collective sérieuse sur les limites du vieux modèle d'aménagement et sur les conditions d'une transition écologique démocratique. L'enjeu de fond désormais, c'est probablement cela …

Jean Fauché

Accords du Mercosur

Accords du Mercosur, Dermatose Nodulaire Contagieuse : deux évènements qui ont provoqué colère et mobilisations du monde agricole durant plusieurs semaines.
Jérôme, membre de la Confédération Paysanne nous a confié ces deux articles. Ses mots disent autant que de savantes analyses, la colère , le désarroi, la fracture entre deux mondes

DNC : Dermatose Nodulaire Contagieuse
(ou, pour certain·es, « ***Dénué·e de neurones dans le cerveau*** »…)

En 2017, l'ANSES annonçait l'arrivée probable de la dermatose nodulaire contagieuse en France et recommandait une série de mesures préventives :
-constituer des stocks de vaccins,
-mener des recherches épidémiologiques,
-accéder aux données venues de Grèce et des Balkans,
-développer un vaccin adapté,
-étudier les modes de circulation de la maladie,
-identifier la résistance naturelle des animaux,
-évaluer le rôle de l'insémination artificielle, du transfert d'embryons, etc.
Pourquoi rien n'a-t-il été fait ?
Comment ce vide décisionnel autour de la DNC a-t-il pu orienter Mme Genevard ?
Comment un tel manquement, pouvant s'apparenter à une faute grave, a-t-il pu guider le ministère de l'Agriculture tout au long de cette crise ?

Une gestion autoritaire plutôt que concertée :

Pourquoi le ministère a-t-il refusé toute forme de cogestion avec les éleveurs et les vétérinaires en Savoie, dans les Pyrénées-Orientales, puis dans le Doubs et enfin en Ariège ?
À la place : nous avons eu des bataillons de CRS envoyés pour étouffer toute contestation.
Quelle image cela renvoie-t-il, lorsque l'on gaze des éleveurs… et leurs animaux ?



Qui décide réellement ?
Dans quel intérêt ces abattages massifs ont-ils été perpétrés ?
Mme Genevard était pourtant entourée de tout l'appareil de la FNSEA.
Et malgré cela : impréparation, mauvaise évaluation, absence de recherche, usage disproportionné de la force publique contre des éleveurs profondément attachés à leurs bêtes.
Tout cela met en lumière un manque inquiétant de compétence au sein du ministère de l'Agriculture.

Un contexte défavorable et des choix destructeurs. . .

La politique actuelle ne prépare en rien l'élevage bovin à développer une résistance à la DNC, dans un contexte de changement climatique.
Les échanges commerciaux toujours plus importants faciliteront l'installation durable de cette maladie – comme de celles qui suivront.
Ils ont cru qu'on pouvait éliminer la DNC en éliminant des troupeaux entiers.
Le sage montre la lune… et les idiot·es lui coupent le doigt.
Pour sortir de l'impasse une issue existe pourtant :
-reconnaître l'importance de l'immunité naturelle et vaccinale des ruminants,
-cesser les abattages de masse,
-restaurer la confiance avec les éleveurs.
La DNC finira probablement par être reconnue comme une maladie bénigne. À l'État d'admettre, un jour, ses erreurs…
Mais là, on entre encore dans le domaine du rêve.

Jérôme CARAYOL

Ces aliments qui viennent de loin

En faisant mes courses je regarde la provenance des produits, Je vois que l'ail vient du Chili, alors que l'on est à quelques kilométres de Lautrec, je m'informe donc, auprès du responsable il répond que tout vient de Marseille, là où se trouve la centrale d'achat et que c'est juste le prix qui justifie le choix des aliments.
Cela me rappelle un article de **Libération** «dans un autre rapport, l'**Ademe** précisait que les bananes de Colombie parcourent plus de 9 000 kilomètres pour rejoindre la France et insistait sur le fait que ***«comparé au transport en bateau, le transport en avion d'une banane de Colombie]***beaucoup moins fréquent, ndlr***] consomme 20 fois plus d'énergie et émet 50 fois plus de gaz à effet de serre». ».***
Malgré notre vigilance en nous nourrissant on pollue la planète pour enrichir quelques uns.

Jean Benoit H..

Récit d'un sejour en Kanaky

La mobilité en Kanaky : instrument de domination ou levier d'émancipation ? Une crise récurrente Depuis la fin du mois de mars, les aérodromes de Maré, Lifou, Ouvéa et Île des Pins (qui a depuis accepté les propositions du Haussariat) sont interdits à Air Calédonie. La mise en redressement judiciaire d'Air Calédonie illustre combien cette compagnie dépend, in fine, des habitants des Îles. Les tensions entre les habitants des Îles et cette compagnie aérienne existent depuis de nombreuses années, notamment autour de la question du prix des billets. En janvier 2024, dans une lettre adressée à leur avocat, le Mouvement des Consommateurs Des Îles (MCDI) constatait que : "*Depuis 2011, deux conflits ont éclaté (...). A chaque fois des documents intitulés « protocole d'accord » ont été rédigés par la compagnie. Nous avons fait une lecture minutieuse de ces documents et nous nous sommes rendus compte qu'il s'agissait d'une fraude aux droits des habitants des Îles*. C'est pourquoi, en plus de nos actions sur le terrain, nous vous demandons d'engager les poursuites (...) contre Air Calédonie, le Gouvernement, la Province des Îles et l'État français, sur la base des accords de Nouméa et du droit des Peuples autochtones. Nous voulons que les tarifs des vols domestiques ne soient plus jamais un obstacle pour les habitants des Îles." Aujourd'hui, c'est la suppression de la desserte de l'aéroport de Magenta (qui se trouve à Nouméa) et l'obligation faite aux îliens de transiter par La Tontouta (qui se trouve à 40 km de Nouméa) qui a durci la mobilisation. Alors qu'en 2023, le Grand Chef du district de Wetr avait mis fin à une mobilisation aux abords de l'aéroport de Wanaham, c'est précisément ce déplacement vers La Tontouta qui a conduit les grands chefs de Lifou à interdire l'atterrissage des avions d'Air Calédonie sur le tarmac de Wanaham. Les habitants des Îles attendaient depuis longtemps que l'action coutumière use de son droit sur la terre pour faire pression et incarner la capacité à contraindre les acteurs économiques et institutionnels. Le MCDI reprochait, déjà, en effet, à la compagnie Air Calédonie une grille tarifaire inadapté aux besoins des habitants des Îles Loyauté. "*Nous affirmons que la Compagnie utilise le caractère obligatoire de nos déplacements (santé, culture, famille, équipements, biens de première nécessité, etc.) comme variable d'ajustement par rapport aux chiffre d'affaire aléatoire des déplacements touristiques, pour lesquels elle a investi des sommes indécentes dans l'achat d'avions surdimensionnés. Prendre l'avion aujourd'hui pour se soigner est devenu un luxe dans un pays où les accords de Nouméa Oudinot avaient acté la nécessité de sortir de ce déséquilibre territorial qui fait que nous, Peuple autochtone, sommes encore une fois désavantagés, défavorisés, lésés. La grille tarifaire d'Air Calédonie est une sorte d'escroquerie organisée au détriment des habitants des Îles*." On le comprend, la concentration des ressources en Province Sud transforme les transports collectifs en instrument de domination. Contraints de se rendre à Nouméa pour l'essentiel de leurs démarches, les Kanak des Îles Loyauté et de la Province Nord subissent un système où la mobilité est captée, gérée et marchandisée. La crise des transports collectifs en Kanaky n'est pas un évènement isolé : elle reflète une stratégie de centralisation et de capture des ressources, qu'elle soit le fait de la Province Sud, des familles historiques de colons ou des nouveaux enrichis issus des responsables coutumiers. La gratuité comme levier de souveraineté Lorsque nous étions au Mouvement des Consommateurs des Îles, nous avions évoqué la création d'une société coopérative d'intérêt collectif pour redonner toute leur place aux habitants en tant qu'utilisateurs. La difficulté réside dans le fait que le seul modèle coopératif existant est celui des coopératives agricoles, dans lesquelles les consommateurs n'ont aucune place. Nous avions, également, montré qu'en France, la gratuité des transports collectifs, comme à Dunkerque, Châteauroux, Montpellier, ... constitue un levier concret d'émancipation : elle facilite la mobilité des jeunes et des femmes, réduit l'exclusion sociale, encourage la participation culturelle et sportive. En Kanaky, la double insularité rend encore plus nécessaire cette gratuité pour lutter en premier lieu contre l'isolement. Et l'argument de la faible densité de population est irrecevable tout comme celui de la nature du transport collectif (desserte aérienne et maritime): ils ne sont brandis que lorsqu'il s'agit des classes ouvrières. La gratuité ou une tarification fortement sociale des transports collectifs n'est pas une fin en soi, mais un levier d'urgence et de souveraineté. Elle doit d'abord compenser la sous-dotation structurelle des Îles Loyauté et de la Province Nord en équipements sanitaires et socioculturels, en permettant un accès immédiat et égalitaire aux soins, à l'éducation et à la vie collective. Elle doit ensuite servir de catalyseur au désenclavement réel des communautés kanak , en facilitant leurs déplacements non pas uniquement vers Nouméa, mais vers l'ensemble du Pacifique et, au-delà, le monde. La lutte contre la marchandisation des mobilités vient ainsi soutenir la lutte pour la liberté de circuler et de choisir son lieu de vie.



Albertine et Bonaventure

Moi, le peuple

Confluences 81 : Présentez-vous sommairement : âge, résidence, profession, etc...

Candida Rouet : *Mon enfance a été audoise. A vingt ans à peine, mes parents se sont engagés dans la Résistance. Mon père, secrétaire à la Préfecture transmettait aux réseaux de résistants toutes les informations importantes qu'il pouvait glaner. Dénoncé, il a dû se réfugier à la hâte au maquis de Picaussel. Je suis depuis 20 ans retraitée de l'Éducation Nationale et j'ai aimé mon métier. Lire, écrire, mais aussi mettre en scène Molière* (***Les fourberies de Scapin***), *Jules Romains* (***Knock***) *ou Marcel Pagnol* (***Topaze***) *avec des gamins de cinquième comme acteurs, quel pied ! J'ai enseigné en collège et en lycée, y compris dans des classes de BTS. J'ai 80 ans et je vis à Castres depuis 55 ans.*



C 81 : *Candida Rouet, c'est votre vrai nom ?*

C.R. : *C'est un pseudo ! C'est la contraction de Candide (le héros du conte éponyme de Voltaire) et d'Arouet (le vrai nom de Voltaire). CandidArouet, soit Candida Rouet. Mais vous ne saurez jamais mon vrai nom !*

C 81 : *Avez-vous un objet ou un animal fétiche ?*

C.R. : *L'objet serait avant tout un stylo plume, car j'ai toujours aimé écrire. A dix ans, je racontais des « histoires » que je tapais ensuite sur la vieille machine à écrire de ma mère. Comme j'aimais aussi marcher et vagabonder, plus tard, j'ai écrit des récits de voyage. Je me suis même essayé au roman, mais le résultat était vraiment mauvais !*

L'animal : le chat, car son ronronnement m'apaise et ses « coups de boule » me réjouissent !

C 81 : *Votre définition du peuple ?*

C.R. : *Pour définir « le peuple », outre le célèbre tableau de Delacroix* que tout le monde connaît, je me remémore toujours la grande scène de* ***Germinal***** *où les mineurs et leur famille parcourent les chemins en hurlant « Du pain ! du pain ! » au grand effroi de la famille des patrons de la mine.*

Quelqu'un appartient au peuple s'il gagne sa vie grâce à son travail et non en faisant « travailler son argent », ou en le plaçant dans les paradis fiscaux ou ailleurs. Ou pire en faisant travailler les autres ! Définition un peu simpliste, il est vrai. Je ne vais quand même pas vous faire un cours sur les classes sociales (et leur « guerre »), les couches sociales, l'infrastructure, la superstructure, etc ... J'ai milité pendant des décennies tant au niveau de mon syndicat que d'associations, de collectifs et aussi de différents partis (de gauche, évidemment !) que j'ai pu fréquenter depuis mon arrivée à Castres. Sincèrement, je pense faire partie du peuple.

C 81 *:Avez-vous un souvenir de ces années-là qui vous a marquée ?*

C.R *: La grande manif de Besançon, au début des années 70, en soutien aux travailleuses et travailleurs de LIP. Tout le monde se souvient de leur slogan : « on fabrique, on vend, on se paye ». Sept kms de marche sous la pluie. Les commerçants avaient baissé les grilles de leurs boutiques à cause de la peur des « hordes sauvages » (comprenez les gauchistes !) que la droite et les patrons leur avait insufflée. Lorsque les manifestantEs venuEs de toute la France sont retournéEs vers leurs cars, les boutiques se sont rouvertes : même les gauchistes mangent et boivent, voire achètent des parapluies ! Je peux le dire, après tant d'années, je crois encore à l'autogestion !*

C 81 *: L'autogestion, en trois mots ?*

C.R. *: En trois mots, ce n'est pas possible ! Pour faire court, l'autogestion est à la fois un but et un chemin.. Pour atteindre le but – que chacun soit maître des décisions qui concernent sa vie – il faut suivre un chemin dans lequel on commence à mettre en œuvre concrètement tout ce qui pourrait mener à cela. Par exemple, créer des SCOP*** ou des coopératives de consommateurs, organiser des consultations populaires (Référendum d'Initiative Citoyenne) ou bien participer à des commissions municipales ayant un réel pouvoir de décision avec un budget dédié ,., bref ne pas laisser nos éluEs décider à notre place, voire les révoquer en cas de besoin. En les élisant on leur donne une délégation, pas les pleins pouvoirs ! Pour les impatients, le chemin pourra être long ! Mais comme plus personne ou presque ne croit au »grand soir »...*

C 81 *: Quels sont vos plus grands regrets ?*

C.R. *: Je regrette de n'avoir pu aller au bout de mon envie d'écrire, plutôt des contes ou des nouvelles, voire des romans. J'ai essayé, mais ... n'est pas Zola qui veut ! A présent, c'est bien trop tard !*

C 81 *: Quel est votre espoir pour le futur ?*

C.R. *: Celui que mes enfants, mes petits-enfants trouvent leur place dans un monde enfin apaisé et plus juste. Bon, il va falloir qu'ils s'y mettent !*

Candida ROUET

* Emile Zola (1885)
**La Liberté guidant le peuple (1831)
*** Société Coopérative de Production

MOI; LE PEUPLE

-Patrice, *50 berges difficilement assumées, j'habite à Aussillon depuis 2001. De profession, je suis jardinier-bûcheron mais depuis 2018 j'exerce la fonction de responsable d'un centre technique municipal. Parmi mes activités préférées : la préparation de la révolution ! Et plus concrètement, je pratique la musique en groupe, lecture, écriture, sport, marche à pied, rando.*

-Inévitablement la famille et le milieu social nous façonnent, laissent leurs stigmates. Me concernant je dirai que vivre dans une famille du sous-prolétariat, soutenue par les aides sociales quand mon géniteur était en prison pour les divers délits mineurs qu'il a commis (ce n'est ni Patrick Balkany ni Nicolas Sarközy quand même !) m'a ouvert les yeux sur la pauvreté, les inégalités sociales, les injustices en tous genres. Dans une fratrie de 6 enfants.

-Professionnellement, je dirai que je suis passé par de nombreuses expériences souvent traumatisantes pour le corps. Ouvrier agricole, bûcheron, jardinier, ouvrier et manutentionnaire en Intérim... Ce qui marque c'est l'usure prématuré du corps et la frustration de trimer « péniblement » pour un salaire bien maigre.

-Je n'ai pas d'animal fétiche, bien que j'eusse un lien particulier avec les ours (notamment de par mon apparence ursine !). J'aime tous les animaux et c'est la raison pour laquelle je ne les mange ni ne les exploite. Objet fétiche ? La Kalachnikov sans doute ! Plus modestement, sans doute un stylo, un livre, un micro et un instrument de musique !

-Le peuple, pour moi, est une entité sociale qui partage un certain nombre de pratiques culturelles et sociales sur un territoire donné. Je pense que le terme « peuple » est régulièrement usurpé. De plus, si le peuple est cette masse inconsistante, manipulée par les divers mass médias, abruti par les divertissements populaires forcément je ne peux que me méfier de l'utilisation de ce terme.

- Je ne me sens appartenir à aucun peuple précis. J'ose croire que je suis membre du peuple de la Terre, de l'humanité. Les frontières m'emprisonnent et nous emprisonnent.

- Un grand regret : ne pas avoir les compétences suffisantes (et le courage) pour m'inscrire dans un vrai processus révolutionnaire.

-Mon espoir pour le futur est justement cette révolution que j'espère tant. Une révolution la plus pacifiste et non-violente possible, dans laquelle les individus se prennent en main, sans intermédiaire et surtout sans se laisser déposséder de leur autonomie, en développant un libre arbitre et une conscience de classe qui manquent pour abolir les classes sociales et les inégalités. La paix sur terre est évidemment un vœu cher, sur une terre dépolluée et préservée. Bien qu'en me raisonnant je sais que cela n'est pas pour demain vu les intérêts antagonistes que nous ne savons pas gérer ! Alors je vais me contenter de rêver à l'abolition de toutes les institutions nuisibles (Nations, États, religions, Armées...)



NOUS VOUS RAPPELONS :

Envoi postal d'articles,
dessins et photos :
Martinez Françoise
2 chemin de la borie basse
81390 BRIATEXTE

Nous vous rappelons le chagement d' adresse de Confluences 81
Maison des ASSOCIATIONS
Place du 1er Mai
81100 - CASTRES

Le Printemps d'Ernest Pignon-Ernest s'épanouit en mai

Il est toujours difficile de mesurer ce que produit réellement une exposition. On compte les visiteurs, on observe les retours médiatiques, on regarde les chiffres. Mais il y a aussi tout ce qui échappe aux bilans : les regards, les conversations improvisées, les silences parfois, les émotions qui circulent entre des inconnus réunis quelques instants devant une image.



Après quelques semaines d'ouverture du Printemps d'Ernest à Cordes-sur-Ciel, un premier constat s'impose : quelque chose de rare est en train de se passer. Environ 1 500 visiteurs ont déjà franchi la porte de l'exposition, avec une moyenne d'une soixantaine de personnes à chaque ouverture du week-end. Et même en semaine, alors que les lieux sont officiellement fermés, il n'est pas rare d'entendre frapper à la porte. Certains visiteurs viennent de très loin. D'autres reviennent une deuxième fois, parfois accompagnés. Beaucoup prennent le temps. Le temps de regarder, de parler, de raconter aussi ce que les œuvres réveillent en eux. C'est sans doute cela qui marque le plus : la qualité des rencontres. Depuis le début de cette aventure, les échanges se succèdent, souvent bouleversants, parfois inattendus. Des visiteurs évoquent un souvenir de lutte, une lecture ancienne, un poème, une rencontre avec Ernest Pignon-Ernest il y a des années. D'autres découvrent son travail pour la première fois et restent saisis par la puissance des images et leur résonance avec notre époque. Chaque dimanche soir, j'essaie modestement d'en transmettre quelques fragments sur mon mur Facebook, à travers des photographies et quelques récits adressés à Ernest. Car il faut bien partager cette émotion collective avec celui dont l'œuvre la rend possible. L'exposition a également trouvé un écho médiatique encourageant. CFM Radio est venue installer ses micros au cœur même de l'exposition pour une émission en direct. France 3 Midi-Pyrénées y a consacré un reportage diffusé au journal régional du 10 avril. Puis ce fut Télématin, début mai, à l'occasion de l'annonce de l'exposition prévue à Martigues. Sans oublier la page Facebook d'Ernest, qui contribue largement à faire circuler l'information bien au-delà du Tarn. Mais la plus belle réussite est peut-être ailleurs : dans l'implication collective autour du projet. À Cordes-sur-Ciel, la médiathèque, l'office de tourisme et plusieurs acteurs locaux se sont pleinement associés à l'aventure. Le récital poétique offert par Martine et Gérard Cathala autour des poètes illustrés par Ernest restera aussi comme un moment suspendu : un café-musique bondé, des textes magnifiques, les images d'Ernest projetées sur scène, et cette réaction de l'artiste lui-même : "Très touché. Par les temps qui courent, quelle respiration !!!" .



Bien sûr, tout cela a un coût. Le budget reste fragile et le déficit provisoire avoisine aujourd'hui un millier d'euros*. Mais au regard de ce qui s'est vécu ici, cela paraît presque secondaire. Parce qu'au fond, cette exposition parle d'art, bien sûr, mais aussi de fraternité. Et ces moments-là deviennent rares. Ernest, par son talent, rend cela possible. Nous n'avons pas reçu une seule expression d'insatisfaction de la part des visiteurs.

Patrick MAURIERES

A Gaillac en juin...



Venez rencontrer *Confluences 81* les 27, 28 juin à GAILLAC !
Des rencontres, des débats, des ateliers et des temps de réflexion autour d'un enjeu central : quelle place pour l'écologie dans nos ruralités ?

A Graulhet en juillet...



L'association Rues d'été est ravie de vous annoncer la 18ème édition de son festival de rues les 3,4 et 5 juillet prochains.
"Pour cette année, le thème du festival est "Réalités décalées".

Vers le “nous” : autogestion, communs et pouvoir d’agir

Je viens de lire le Cahier de propositions n°10 d’Alternatives et Autogestion : ***"Autogestion, communalisme : ça non plus, on n’a pas essayé !".*** Et, depuis, une envie tenace me poursuit : celle de le partager. Parce que ce texte ne ressemble pas à un programme politique de plus. Il ne cherche pas à donner des leçons, ni à distribuer des certitudes prêtes à l’emploi. Il part de nos vies. De ce que beaucoup ressentent confusément : la fatigue d’un monde où l’on tvaille sans décider, où l’on habite sans vraiment vivre ensemble, où l’on consomme plus qu’on ne choisit, où l’on délègue toujours davantage ce qui pourtant nous concerne directement.

Ce cahier parle de cela. De ce moment où l’on se demande : ***"est-ce vraiment ainsi que nous voulons continuer ?"*** Il parle du travail qui épuise quand il n’a plus de sens. Du logement devenu marchandise alors qu’il devrait être un droit. D’une école qui trie plus qu’elle n’émancipe. D’une démocratie qui se trouve souvent réduite à valider des décisions prises ailleurs. Il parle aussi de solitude, de précarité, d’inégalités qui se creusent pendant que l’on nous répète ***"qu’il n’y aurait pas d’alternative".***

Ce qui rend ce cahier appréciable, c’est qu’il ne s’arrête pas au constat. À chaque page, quelque chose résiste au découragement. Une autre manière de faire apparaît. Non pas comme une grande théorie abstraite, mais à travers des situations concrètes, presque familières : des habitants qui décident ensemble de leur quartier, des salarié·es qui reprennent prise sur leur travail, des lieux où l’on partage les savoirs, les responsabilités, les outils, parfois simplement le temps et la parole.

Le mot qui traverse tout le cahier est celui d’***"autogestion"***. Un mot parfois usé, caricaturé ou mal connu. Ici, il retrouve une force très simple : reprendre collectivement la main sur ce qui organise nos vies. Cela peut commencer modestement. Dans une coopérative. Une association. Un jardin partagé. Une école différente. Une caisse alimentaire commune. Une assemblée locale. Une manière plus juste de répartir les tâches dans la famille. Une décision prise ensemble plutôt qu’imposée d’en haut.



Le texte ne prétend jamais que tout serait simple. Il parle aussi des tensions, des désaccords, des maladresses. Il rappelle qu’apprendre à décider ensemble demande du temps, de l’écoute, de la confiance. Mais il montre surtout que ces expériences existent déjà. Fragiles parfois. Minoritaires souvent. Pourtant bien réelles. C’est peut-être cela qui touche le plus dans ce cahier : il redonne de la crédibilité à l’idée qu’autre chose est possible.

On y croise des coopératives où chaque personne compte réellement. Des réflexions sur une école plus démocratique, inspirée notamment d’expériences comme Lycée Autogéré de Paris ou École Bonaventure et s'appuyant beaucoup sur les principes de l'Education Nouvelle . On y parle de communalisme, de logement pensé comme un bien commun, de quartiers qui deviennent des lieux de solidarité plutôt que de simple voisinage. On y parle aussi de ce besoin profond de passer du ***"je"*** au ***"nous"***, non pour effacer les différences, mais pour apprendre à construire ensemble sans écraser personne.

Le ton du cahier compte autant que ses idées. Il y a, dans ces textes, quelque chose de vivant. On y entend des voix différentes. Des colères, des doutes, des récits, des propositions. Par moments, cela ressemble presque à une conversation commencée depuis longtemps et dans laquelle chacun pourrait entrer. Ce n’est pas un texte qui demande d’adhérer à tout. C’est un texte qui invite à réfléchir, à discuter, à essayer. À ne plus considérer comme normales des choses qui abîment les êtres humains et les territoires. À rouvrir des possibles là où l’on croyait qu’il n’y avait plus de choix.

Au fond, ce cahier pose une question très simple : et si nous étions plus capables que nous le croyons de décider ensemble de nos vies ? Une question simple. Mais peut-être décisive. Et si vous avez envie, à votre tour, d’ouvrir cette discussion, de découvrir ces propositions, de vous confronter à ces expériences et, peut-être, d’y puiser de l’élan pour avancer vers ***"autre chose",*** alors ce cahier mérite vraiment d’être lu, partagé et discuté.

Jean Fauché.

Le Cahier de propositions n°10 d’Alternatives et Autogestion est accessible ici :

https://alternatives-et-autogestion.org/autogestion-communalisme-ca-non-plus-on-na-pas-essaye/

Victoire Tinayre, de l'AIT à la Commune de Paris

Marguerite Victoire Guerrier naquit à Issoire, dans le Puy de Dôme, le 6 mars 1831, dans une famille d'artisans républicains. Après avoir obtenu son Brevet élémentaire, elle enseigne dans un local mis à disposition par son père, mais le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 l'empêche d'exercer. En août 1856 elle obtient le brevet de capacité (qu'elle dut préparer en dehors des institutions scolaires) ce qui lui permit d'ouvrir une école pour filles, toujours à Issoire. Moins de deux ans plus tard, elle épouse Jules Tinayre, clerc de notaire. En quelques années, elle donne naissance à 6 enfants 1. Et en 1864, elle publie, sous le pseudonyme Jules Paty 2, son premier roman « La Marguerite ».

Quelques mois plus tard, le 28 septembre 1864, au Saint-Martin's Hall de Londres, des militants ouvriéristes de plusieurs pays européens fondaient l'Association Internationale des Travailleurs 3, la 1ère Internationale, qu'ils espéraient être l'union des prolétaires au-delà des nationalités, au-delà des frontières, pour une Révolution qui renverserait le capitalisme et les institutions bourgeoises autoritaires et oppressives. Cette Union est un des outils que la classe prolétaire se construit, de façon autonome, pour son émancipation.

En 1866, le couple Tinayre et leurs enfants s'installent à Paris, dans le XIIIème arrondissement, dans un quartier pauvre. Passionnée de pédagogie et de transmission, Victoire fonde dans ce quartier une école (privée) professionnelle pour filles. En 1867, elle participe à créer la coopérative de consommation Les Équitables de Paris qui adhère à l'AIT. Dans la foulée, elle ouvre la maison d'éditions Tinayre-Guerrier pour publier ses méthodes d'enseignement. Sa réputation naissante lui permit ensuite de devenir directrice de pensionnats à Neuilly, Bondy, Noisy-le-Sec et à Gentilly.

En 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse et prend une rapide dérouillée militaire.

Mars 1871, une partie du peuple de Paris refuse de se rendre et proclame la Commune de Paris.

Dès le mois d'avril, juste après le Décret de séparation de l'Église et de l'État, on lui confie le mandat d'inspectrice générale des livres pour les écoles de jeunes filles. Nommée ensuite Inspectrice des écoles de filles du XIIème arrondissement, elle se donne pour mission de laïciser l'enseignement, notamment en expulsant les religieuses des établissements scolaires.

Le gouvernement français capitulard, regroupé à Versailles autour du lâche Adolphe Thiers s'organise pour reprendre Paris et massacrer à coups de sabre et de fusil. Du 21 au 28 mai 1871 à Paris (« La Semaine Sanglante »), les « Versaillais » (troupes d'Adolphe Thiers) assassinent entre 15 779 et 30 000 personnes (selon les sources). Avec son époux, Victoire participe à l'aide aux blessé.es aux pieds des barricades. Dénoncée par un voisin, elle est arrêtée par les « versaillais » et emprisonnée. Son époux quant à lui, pourtant non membre de la Commune, est fusillé. Relâchée le lendemain de l'assassinat de son mari, elle s'exile avec ses enfants à Genève. En 1873, avec sa sœur et ses enfants elle s'installe en Hongrie. L'année suivante elle est condamnée par contumace par la France à être déportée dans une enceinte fortifiée pour son rôle pendant la Commune de Paris. Elle choisit de rester vivre en Hongrie, et exerce comme gouvernante et perceptrice auprès des enfants d'une famille noble. En mars 1879 elle participe à la création du Comité central socialiste de secours aux Amnistiés et aux non amnistiés (avec Hubertine Auclert, entre autres) qui promeut une amnistie générale des communeux et communeuses 4. En janvier 1880 elle bénéficie de la grâce présidentielle de Clémenceau et rentre en France où elle se rapproche des positivistes 5 et publie 2 ouvrages avec Louise Michel 6, « La Misère » et « Les Méprisés ». De 1883 à 1885, elle est directrice des écoles enfantines du familistère de Guise. En 1886, elle est nommée Surveillante Générale des écoles de l'assistance publique, et participe à les laïciser.

Après une vie bien remplie, elle tombe malade et décède le 16 août 1895 à Galluis (Yvellines)

Pour Victoire Tinayre, la laïcité, comme l'internationalisme de l'AIT, est un outil d'émancipation, du vivre ensemble dans le respect des différences et de lutte contre les obscurantismes et le prêt-à-penser !

Patrice

1- Parmi les six enfants, certains sont plus ou moins connus : Louis Tinayre, peintre et illustrateur ; Julien Tinayre, graveur et époux de la romancière Marcelle Tinayre. .

2- Pour publier ses écrits elle prend les pseudonymes masculins Jules Paty & Jean Guêtré.

3- AIT pour les francophones, IWA, pour les anglophones. L'AIT affirme le principe « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et prend comme slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

4- Terme moins péjoratif que « communard.e »

5- Les positivistes sont les adeptes des théories philosophiques d'Auguste Comte (qui cherchent à remplacer par des faits scientifiquement prouvés les croyances religieuses et les explications métaphysiques)

6- Louise Michel (1830-1905) voir la page 20 du Confluences N°179 d'avril 2026